

# REUNION DES CANDIDATS A L'ELECTION PRESIDENTIELLE AUTOUR DU PACTE ECOLOGIQUE

31 janvier 2007

## DECLARATION DE SEGOLENE ROYAL Parti Socialiste

Monsieur Nicolas Hulot,  
Mesdames Messieurs les représentants du Comité de veille écologique,  
Mesdames Messieurs les représentants les associations de protection de l'environnement,  
Mesdames Messieurs, citoyennes et citoyens, signataires du Pacte écologique et grands témoins de cette manifestation.

Ici, et devant vous, je réaffirme mon engagement à mettre en œuvre, si je suis élue, le Pacte écologique. Je réaffirme solennellement ma détermination à faire de la France le pays de l'excellence environnementale, comme je m'y étais engagée bien avant la publication du Pacte écologique.

Mais je voudrais avant toute chose vous remercier, vous, le peuple de l'écologie, pour reprendre une expression qui vous est chère, Nicolas Hulot. Par votre détermination, votre expérience, la diversité de vos approches, la pertinence de vos analyses, vous avez imposé l'écologie dans le débat politique. Vous avez obligé tous les candidats à prendre position.

Vous avez révélé à ceux qui ne l'avaient peut être pas encore compris qu'il ne nous reste que quelques années pour agir, pour maîtriser une croissance irresponsable et incontrôlée qui mène le monde à sa perte.

Je n'ai, pour ma part, eu aucun problème pour intégrer ce message que je porte depuis longtemps.

Cette nécessité d'agir m'est apparue dès le Sommet de la Terre à Rio en 1992 où, Ministre de l'Environnement, je représentais la France. Plus récemment, dans la Région que je préside, j'ai montré la voie.

J'ai construit notamment le premier « lycée Kyoto » d'Europe, fonctionnant sans énergie fossile et utilisant des biomatériaux. J'ai développé la filière « bois énergie » et la récupération d'eaux pluviales. J'ai créé avec les associations les emplois verts.

Mais mes convictions ne seraient rien si elles ne se traduisaient pas en actions concrètes. L'excellence environnementale que je veux porter n'est pas un slogan, n'est pas une annonce circonstancielle.

C'est un engagement à agir avec détermination.

Je sais aussi que ma seule détermination ne sera pas suffisante. Je sais que les citoyens doutent de l'efficacité de l'action publique.

En décidant de ne pas présenter votre candidature, vous avez, Monsieur Nicolas Hulot, déclaré que vous choisissiez la confiance plutôt que la défiance. Mais vous avez aussi exprimé votre inquiétude à voir s'évaporer dans la « politique de réalité » les engagements des candidats pressés par la médiatisation du Pacte écologique. Je veux ici vous redire que je ne cesserai de promouvoir les principes et les orientations avancées dans le Pacte.

Si je suis élue à la Présidence de la République, je prendrai directement à ma charge l'impulsion d'une politique ambitieuse de protection de l'environnement et de promotion du développement durable. Mais j'aurai aussi besoin de votre soutien, de votre aide et de l'énergie du « peuple de l'écologie ».

Dès le 22 janvier, j'ai appelé tous les Français à signer le Pacte écologique. Je renouvelle aujourd'hui solennellement cet appel. Car je suis convaincue que cette prise de responsabilité collective permettra d'avancer plus rapidement vers la transformation de la société que nous devons engager.

J'ai déjà détaillé, dans la réponse qui vous a été communiquée le 5 janvier, les orientations et mesures que je mettrai en œuvre. Je veux ici insister sur quelques points qui me semblent essentiels.

Ma priorité sera la lutte contre le changement climatique. Les experts du GIEC, réunis depuis lundi à Paris, nous disent que nous n'avons que dix ans pour agir, dix ans pour contenir le réchauffement global dans la limite de 2°C. Les citoyens sont inquiets. Ils ont raison. Ce sont nos enfants qui souffriront de l'incurie des décideurs ou qui bénéficieront de notre courage. Il va falloir faire des choix difficiles. Je suis prête à faire ces choix, car je sais que ce sont des choix indispensables.

Je veux mettre en œuvre une politique énergétique ambitieuse et réaliste, fondée sur les économies d'énergie, la promotion de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables décentralisées. Cela signifie un programme d'isolation dans l'habitat ancien portant sur 400.000 logements par an. Cela signifie que plus un seul permis de construire ne sera attribué s'il n'intègre pas l'usage des énergies renouvelables. Cela signifie imposer la vérité des coûts sur les transports de marchandise par la route pour orienter le trafic vers d'autres options plus économes. Cela signifie développer les énergies renouvelables pour atteindre le seuil de 20% en 2020. Ce développement permettra alors de réduire la part de l'électricité d'origine nucléaire.

Cette politique énergétique doit être ambitieuse car nous avons aussi une responsabilité planétaire. Si le changement climatique affecte tous les pays du monde, les plus démunis seront aussi les plus vulnérables. Par ailleurs, nous ne pouvons tolérer qu'il y ait encore, dans le monde en développement, 2 milliards d'habitants qui n'ont pas accès à l'énergie. Les pays développés ont une responsabilité plus importante et plus ancienne. L'excellence environnementale est aussi un engagement de solidarité.

Donner accès à l'énergie au plus grand nombre en respectant les limites écologiques de la planète, c'est cela l'ordre juste en matière d'environnement. La France et les pays développés doivent donc faire plus d'efforts, et diviser par 4, avant 2050, leurs émissions de gaz à effet de serre.

Enfin nous devons être lucides. Les ressources pétrolières devenant rares, les tensions et les conflits pour contrôler ces ressources risquent de se multiplier. Réduire notre dépendance au pétrole c'est conjurer ces périls. Fonder le développement global sur les énergies renouvelables c'est promouvoir la paix. On ne fera pas la guerre pour contrôler le soleil ou le vent !

Aussi je réaffirme le projet de cette nouvelle politique énergétique - combinant économie, efficacité et solutions renouvelables - que je veux mettre en œuvre en France, dynamiser avec l'Europe et promouvoir dans le monde.

Je ne crois pas que l'environnement et les équilibres écologiques doivent être laissés au bon vouloir des marchés ou à l'égoïsme des Etats, y compris les plus grands comme les Etats-Unis dont le mépris affiché par l'administration Bush à l'égard du changement climatique est aussi incompréhensible que terrifiant. La protection de l'environnement nécessite des politiques publiques fortes. Elle nécessite aussi des instruments économiques et fiscaux pour orienter les productions et la consommation.

Il est temps d'engager une réflexion de fond sur la qualité de la croissance. Si cette croissance reste le moteur de notre société, nous ne pouvons continuer à alimenter ce moteur en prélevant les ressources naturelles au delà de leur capacité de régénération. Nous ne pouvons continuer à faire fonctionner ce moteur en accumulant des polluants et des déchets au-delà des capacités d'absorption de notre planète.

J'engagerai donc un vaste chantier pour réformer la fiscalité écologique afin d'intégrer le coût des impacts environnementaux dans le prix des produits et des services et mettre les instruments existants en cohérence avec le principe pollueur payeur. Dans ce cadre je mettrai en œuvre une adaptation de la taxe carbone proposée par le Pacte. Cette réforme de la fiscalité devra se faire en restant à « pression constante » pour ne pas décourager les entrepreneurs et ne pas handicaper les moins favorisés.

Cette nouvelle approche nous aidera aussi à percevoir la préservation de l'environnement comme une opportunité et non plus comme une contrainte.

Opportunité de développer de nouvelles activités et de nouveaux emplois.

Opportunité d'une approche différente des modes de consommation et de production.

Opportunité de développer l'économie circulaire, déjà expérimentée avec succès chez nos voisins du nord de l'Europe.

Opportunité d'inventer de nouveaux services en développant l'économie de fonctionnalité.

Je n'ai pas le temps, ici et maintenant, de présenter en détail les lignes d'actions que je retiens pour préserver la biodiversité en France et dans le monde. Je veux cependant réaffirmer qu'en m'appuyant sur l'approche par écosystème, je travaillerai à la mise en place d'un réseau écologique national. Je veux aussi réduire l'impact de notre économie sur les écosystèmes lointains.

Ceci nous conduira à demander une réforme en profondeur des politiques de pêche, des règles d'exploitation forestière et de commercialisation du bois.

Ceci nous conduira à réformer le code des marchés publics pour intégrer le critère d'excellence environnementale.

Ceci nous conduira également à engager une réforme anticipée de la Politique Agricole Commune pour promouvoir – enfin – une agriculture respectueuse des agriculteurs, offrant une juste rémunération aux producteurs, fournissant des produits de qualité aux consommateurs et préservant les paysages et la biodiversité. Sur ce point je souhaite aller au-delà des recommandations du Pacte écologique.

La troisième priorité concerne la réduction des pollutions diffuses de l'air et de l'eau afin de limiter les impacts préjudiciables sur notre santé. Les principes de précaution et de prévention doivent structurer les politiques publiques. Agir en amont est aussi une mesure de saine gestion des ressources de l'Etat. Dans un monde où les charges de santé explosent du fait de maladies professionnelles ou de cancers induits par les substances dangereuses que nous utilisons sans contrôle, il est temps de redonner tout son importance à la prévention de ces pollutions. L'information des consommateurs est un préalable. Mais cela ne suffit pas... Il faut engager des programmes ambitieux, par exemple, pour réduire l'usage des pesticides ou pour favoriser la substitution des produits les plus toxiques.

Je voudrais pour conclure souligner que les mesures techniques ou sectorielles ne seront rien, si nous ne nous dotons pas des instruments institutionnels, des outils permettant de donner vie à une politique de protection de l'environnement et de développement vraiment durable.

Je me suis engagée à intégrer dans la structure gouvernementale un vice Premier ministre chargé du Développement Durable. Ses compétences couvriront aussi l'aménagement du territoire. Le ministère de l'environnement sera préservé et ses missions seront renforcées pour mieux prendre en compte notre objectif d'excellence environnementale.

Parce que la promotion du développement durable impose un renouveau de la concertation, une participation citoyenne renforcée, une responsabilité partagée en matière d'élaboration et d'évaluation des politiques publiques je veux établir un nouveau contrat entre les citoyens et les dirigeants du pays.

Nous devons pouvoir compter sur le peuple de l'écologie pour mettre en œuvre les politiques et mesures qui s'imposent.

Aussi je veux que soit formellement reconnue la fonction d'utilité publique des associations qui participent aux multiples instances de concertation. Je propose de réformer le Conseil Economique et Social en lui intégrant un collège Environnement et en définissant de nouveaux mandats pour que ce Conseil devienne l'instance de contrôle citoyen des politiques publiques de développement durable. Je souhaite enfin que les associations de protection de l'environnement et de défense des consommateurs intègrent les Comités d'Entreprise pour qu'elles influencent les projets et pèsent pour que les mutations écologiques soient aussi source de performance économique.

Lorsque la planète est en péril, le gouvernement augmente les quotas d'émissions de CO2 sous la pression des grands intérêts industriels. Ce même gouvernement supprime les Contrats Territoriaux d'Exploitation, et vide de son contenu la loi sur l'eau. Il faut le dire l'écart entre les principes - pourtant inscrit dans la Constitution - et les actes – qui marquent un recul dans tous les domaines – n'a jamais été aussi grand.

Si les guerres qui se profilent ont pour principales causes les questions énergétiques, alors il faut d'ores et déjà préparer la paix. Préparer la paix, c'est maîtriser notre énergie. De ce point de vue les capacités financières, industrielles et techniques existent. Encore faut-il accepter de les partager et de faire de la recherche le fer de lance de cette reconquête écologique que nous devons à nos enfants.

Rien ne justifie que les capacités de traitement des déchets soient largement inférieures à celles mises en œuvre pour les produire. Aucune raison ne justifie que la Chine, l'Inde et le Bangladesh,

deviennent les nouvelles poubelles du monde, sous prétexte de recycler nos ordinateurs et nos vieux porte-avions car nos frères et nos sœurs, nos concitoyens de l'autre bout du monde, n'ont pas à souffrir de nos négligences.

Il nous faut refonder notre manière de produire pour tenir compte du devenir des produits, il faut maîtriser notre consommation, et notamment notre façon de nous déplacer, parce que continuer ainsi est tout simplement impossible. C'est au niveau local qu'il faut retraiter nos déchets afin d'en éviter leur transport.

Il faut là prendre des décisions claires et s'y tenir, les expliquer pour mobiliser toutes les forces économiques, scientifiques et évidemment citoyennes. Il faut une volonté politique pour imposer cet intérêt général aux puissants intérêts financiers du marché. Nous développerons une pédagogie de l'environnement afin que chacun se sente concerné par la survie de notre planète et en devienne un acteur conscient et responsable.

Je n'ai pas attendu les opportunités de l'agenda médiatique pour porter ce combat. Prendre fait et cause pour la défense de notre patrimoine commun et s'engager sur la voie et la construction d'un monde durable sans lequel aucun avenir n'est possible est un choix. C'est un choix de civilisation que je place au centre de mon action.

Le développement durable n'est pas un slogan électoral, il est un projet de civilisation alternatif à celui qui actuellement nous mène à notre propre perte. Il n'y a pas de nouvelle donne avec la jeunesse sans nouvelle donne écologique, et c'est avec vous que je veux la construire.

C'est ensemble que nous pourrons redonner sens au progrès.

Ségolène Royal